

Lecture historique de mémoires : l'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France



Je révise et je me perfectionne

Structure de la leçon

- I. L'historien face aux mémoires sélectives (1945-1969)**
 - A. Le deuil inachevé : le difficile travail de l'historien après guerre
 - B. Des mémoires occultées au service de l'unité nationale
 - C. Un double « résistancialisme »
- II. L'historien face au réveil des mémoires (1969-années 1990)**
 - A. Une mémoire désenchantée sur le régime de Vichy
 - B. La mémoire de la Shoah devient centrale
 - C. Les procès de la collaboration d'État et du génocide en France
- III. L'historien face au « devoir de mémoire » (années 1990-2018)**
 - A. Le devoir mémoriel républicain
 - B. La mémoire de la Résistance dans tous ses états
 - C. L'historicisation actuelle des mémoires : pour un « devoir d'histoire »



Les grands repères fondamentaux

- **10 juillet 1940-9 août 1944** : régime de Vichy
- **1944-1945** : phase d'épuration sommaire puis judiciaire en France (10 000 à 11 000 morts)
- **juillet-août 1945** : procès de Pétain (condamné à mort mais gracié par de Gaulle)
- **octobre 1945** : procès de Laval (condamnation à mort exécutée)
- **1951 et 1953** : lois d'amnistie des fonctionnaires de Vichy
- **1953** : 8 mai, jour férié
- **1961** : procès d'Adolf Eichmann à Jérusalem
- **1964** : transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon
- **1966** : *La Grande Vadrouille* de Gérard Oury (17 millions d'entrées au cinéma)



- **1969** : *Le Chagrin et la Pitié* de Marcel Ophüls (au cinéma en 1971-72 : 600 000 entrées, censuré à la TV française jusqu'en 1981)
- **1973** : *La France de Vichy* (R. Paxton) et plaintes pour crimes contre l'humanité à l'encontre de Paul Touvier
- **1975-1981** : suppression du 8 mai comme jour férié
- **1978** : propos négationnistes de Louis Darquier de Pellepoix
- **1979** : inculpation de Jean Leguay, policier adjoint de René Bousquet, tous deux ordonnateurs de la Rafle du Vel d'Hiv' (il meurt en 1989 avant la fin de l'instruction)
- **1985** : *Shoah* de Claude Lanzmann
- **1987** : procès de Klaus Barbie
- **1990** : loi Gayssot
- **1991** : instruction de René Bousquet (secrétaire général de la Police de Vichy, assassiné en 1993)
- **1994** : procès de Paul Touvier
- **1994** : Pierre Péan, *Une jeunesse française. François Mitterrand, 1934-1947*.
- **16 juillet 1995** : reconnaissance de la responsabilité de l'État français dans la déportation des juifs de France
- **1997-1998** : procès de Maurice Papon
- **16 juillet 2000** : Jacques Chirac instaure une « journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux "Justes" de France »
- **2005** : ouverture du Mémorial de la Shoah à Paris
- **2013** : visite de François Hollande et du président allemand Joachim Gauck à Oradour-sur-Glane
- **juin 2014** : soixante-dixième anniversaire du débarquement en Normandie
- **mai 2015** : entrées de Pierre Brossolette, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Germaine Tillion et Jean Zay au Panthéon



Principales notions à maîtriser

- **Histoire** : « science des hommes dans le passé » en quête de vérité grâce à une démarche scientifique objective
- **Mémoire** : souvenir subjectif du passé fondé sur la sélection, l'affectif et l'oubli
- **Génocide (Raphaël Lemkin, 1944, du grec *genos* « espèce » et *caedere* « tuer »)** : plan concerté tendant à la destruction totale ou partielle d'un

groupe national, ethnique, racial ou religieux ou d'un groupe déterminé à partir de tout autre critère arbitraire au nom d'un État pratiquant une politique d'hégémonie idéologique

- **Shoah** : « catastrophe » en hébreu, désigne le génocide des juifs d'Europe à partir des années 1940
- **Devoir de mémoire** : devoir civique apparu dans les années 1990 qui désigne l'obligation d'entretenir le souvenir des souffrances endurées par les victimes et de réparer le préjudice subi
- **Négationnisme** : position idéologique combattue par les historiens qui remet en cause l'existence du génocide des juifs
- **Révisionnisme** : attitude intellectuelle critique au cœur du travail des historiens qui consiste à remettre en cause les hypothèses communément admises et à vérifier leur vérité à l'aide de sources.
- **Résistancialisme** : concept créé par l'historien Henry Rousso (1987) pour désigner le processus mémoriel qui installe une représentation valorisante et rassurante des années noires en assimilant la Résistance à l'ensemble de la nation.
- **Vichysto-résistants** : néologisme des années 1990 qualifiant ceux qui sont attachés aux idées de la Révolution nationale et qui participent à la Résistance.

Introduction

La Seconde Guerre mondiale en France a rompu l'unité de la nation pendant « les années noires ». Les prises de position et affrontements ont entraîné la construction de mémoires de différents groupes autour de jugements moraux particulièrement tranchés.

La mémoire, individuelle ou collective, est subjective car elle est de l'ordre de l'affectif et de l'émotionnel. Elle repose sur le souvenir vécu ou transmis, la sélection et donc l'oubli. La sélection inclut tant « l'oubli-occultation volontaire », c'est-à-dire le silence sur un passé dont on ne veut pas se souvenir, individuellement ou collectivement, que le « devoir de mémoire » lorsque le récit apparaît suffisamment puissant et légitime. Au contraire l'histoire est la science humaine du passé : la démarche de l'historien est déterminée par une volonté d'objectivité et relève d'un processus de vérité, même si cette vérité est contingente et provisoire, relative aux sources, au contexte et à la posture de l'historien. Comme telle, la vérité historique peut évoluer, voire être réfutée grâce à de nouveaux travaux



historiques. C'est à cette condition que l'histoire est scientifique : on peut la réfuter (c'est souvent plus difficile à accepter en ce qui concerne la mémoire). Le travail de l'historien est indispensable pour qu'une société démocratique regarde son passé en face, d'une manière scientifique et pas uniquement mémorielle : l'historien met à distance les mémoires en les analysant historiquement.

Problématique : Quelles mémoires de la Deuxième Guerre mondiale peuvent être identifiées au fil du temps par la communauté historique au sein de la société française touchée en grande partie par le « syndrome de Vichy » (Henry Rousso, 1987) ?

I. L'historien face aux mémoires sélectives (1945-1969)

A. Le deuil inachevé : le difficile travail de l'historien après guerre

Mémoires traumatiques déterminées par le choc considérable vécu par la population française pendant la Seconde Guerre mondiale :

- Perception honteuse de la défaite de 1940 dans les récits familiaux (« neuf mois de belote et six semaines de course à pied » selon Louis-Ferdinand Céline)
- Doute moral de la nation : armistice, collaboration, persécution de victimes politiques et raciales, Français divisés par la guerre civile
- Cette blessure n'est pas lavée par l'action de la France Libre, par la Résistance, par la victoire obtenue grâce à des alliés plus puissants ou par l'épuration partielle des collaborateurs (environ 40 000 incarcérations en 1945)
- Beaucoup de témoins de cette période préfèrent donc taire toutes ces ambiguïtés. D'autres ont la volonté d'oublier, y compris parmi les victimes de la guerre : ils mettent en avant leur « droit à l'oubli ». L'histoire et la mémoire sont encore brûlantes.

B. Des mémoires occultées au service de l'unité nationale

La mémoire de Vichy est refoulée. La majorité des Français souhaite occulter la mémoire des vaincus, sans faire nécessairement de lien avec une éventuelle raison d'État :

- mémoires des ouvriers du STO
- mémoires des prisonniers de guerre

- mémoires des « Malgré-Nous » (amnistie en 1953 de 14 Français dont 13 « Malgré-nous » Alsaciens et Mosellans, membres de la division SS *Das Reich*, présents lors du massacre d'Oradour-sur-Glane le 10 juin 1944). Les lois d'amnistie de 1951 et 1953 expriment le choix politique et social majoritaire de tourner la page pour réconcilier la communauté nationale.
- Mémoires des déportés de la communauté juive qui commémorent leurs morts sans que l'ampleur du génocide soit vraiment perçue par l'opinion publique (système concentrationnaire nazi considéré comme un tout, sans distinction entre camps de concentration et camps d'extermination).
- Mémoires des forces de l'ordre. L'État occulte la participation du système policier français à la collaboration : dans le film d'Alain Resnais *Nuit et Brouillard* (1956), la Commission de contrôle censure l'image d'un gendarme français gardant, en 1941, le camp de Pithiviers, l'un des lieux où les juifs ont été internés en application des mesures antisémites de l'État français. La France veut des héros.

C. Un double « résistancialisme »

Dans un contexte d'après-guerre, les gaullistes forgent une mémoire officielle pour reconstruire l'unité autour de la République et de la Résistance à partir de trois idées : la république française n'a jamais cessé d'exister (discours de De Gaulle dès 1940) grâce à « l'homme du 18 juin » ; Vichy n'a été qu'une parenthèse sans légitimité politique qu'il est urgent de refermer ; la France aurait été libérée par les Français (discours de Charles de Gaulle à l'hôtel de ville de Paris du 25 août 1944).

Mais dans un contexte de naissance de la guerre froide, le Parti Communiste Français se veut le parti de la Résistance et donc le parti le plus légitime à diriger la France. Le PCF devient le « parti des 75 000 fusillés » par l'occupant et par les collaborateurs français de Vichy.

Le retour au pouvoir des gaullistes en 1958 favorise la diffusion du « mythe résistancialiste » : inauguration en 1960 du mémorial de la France combattante du Mont-Valérien à Suresnes ; transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon en 1964 (il symbolise celui qui a dit non au nazisme et à Vichy, celui qui réunit France Libre et Résistance intérieure et celui qui s'est rallié à « l'homme providentiel » de Gaulle) cf. étude de doc p. 40. Dans cette première période, les lieux de mémoire de la barbarie de la Seconde Guerre mondiale sont Oradour-sur-Glane, le Mont-Valérien ou le camp de concentration de Buchenwald, mais pas le Vel'd'Hiv (détruit) ou le camp d'extermination d'Auschwitz.

Le « mythe résistancialiste » permet aussi de rallier, indirectement, certains vaincus cherchant à réhabiliter le régime de Vichy (Robert Aron, *Histoire de Vichy*, 1954 expose la stratégie du « bouclier » Pétain qui protège les Français pendant que le « glaive » de Gaulle frappe l'Allemagne).



Même si la plupart des Français ne se sont évidemment jamais pensés « résistants », de 1945 à la fin des années 1960, seuls d'anciens Maréchalistes, peu écoutés, critiquent cette « religion d'État connue sous le nom de Résistance » (Alfred Fabre-Luce, *Au nom des silencieux*, 1945).

2. L'historien face au réveil des mémoires (1969-années 1990)

A. Une mémoire désenchantée sur le régime de Vichy

Un choc médiatique et mémoriel déterminant : *Le Chagrin et la Pitié* de Marcel Ophüls (réalisé en 1969 et projeté au cinéma en 1971) propose pour la première fois une vision sombre de la période, loin de l'image d'une France unanimement résistante. Ce documentaire, qui se veut une chronique de l'Occupation fondée sur quelques récits de témoins de la région de Clermont-Ferrand, est reçu naïvement par la critique comme une image indiscutable de la vérité historique à l'échelle nationale. La France n'apparaît plus totalement héroïque : les « années noires » sont aussi celles de la collaboration (témoignage de l'ancien volontaire Waffen SS français Christian de La Mazière), des délations, de l'aveuglement et de l'indifférence.

Un tournant scientifique : « la révolution paxtonienne » (Jean-Pierre Azéma, 2004). Dans *La France de Vichy* (1973), l'historien étasunien Robert Paxton renouvelle radicalement le discours sur l'Occupation et la Collaboration grâce à des archives allemandes. Il souligne notamment que la France a mis en place une collaboration d'État qui devance les demandes antisémites nazies. Cet ouvrage ouvre des vocations à de nombreux historiens qui posent un regard plus critique sur les années noires.

Un contexte favorable au réexamen critique de l'histoire de l'Occupation car :

- troubles liés aux déchirements, mensonges et silences de la guerre d'Algérie (1954-62)
- esprit contestataire et iconoclaste de la génération post-1968
- déclin du gaullisme (démission de Charles de Gaulle en 1969 puis décès en 1970)
- déclin du Parti Communiste Français
- la génération née après la guerre arrive à l'âge adulte, s'intéresse à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale (enseignée au lycée depuis 1961) et demande des comptes à ses aînés (scandale dans *L'Express* en 1972 de la découverte de la grâce accordée par le président Georges Pompidou à

- l'ancien milicien Paul Touvier en 1971). Les années noires deviennent « un enjeu de mémoire obsessionnel » (Henry Rousso, Éric Conan, 1994).
- Fin des années 1970 : l'État autorise de plus en plus la consultation des archives.

Le mensonge d'une nation héroïque est dénoncé mais domine maintenant un nouveau mythe culpabilisant forgé dans un contexte post-1968 (Pierre Laborie, 2014) : celui d'une nation collaboratrice. Le regard sur la France de Vichy est renversé d'une manière binaire et simpliste. Le résistancialisme et la quête des héros du « roman national » cèdent peu à peu la place à l'image d'une nation attentiste, complice ou accommodante avec l'ennemi. C'est le temps du « retour du refoulé » (Henry Rousso, 1990).

La mémoire des victimes prend aussi de plus en plus de place.

B. La mémoire de la Shoah devient centrale

- **un tournant judiciaire à Jérusalem en 1961** : condamnation pour crime contre l'humanité d'Adolf Eichmann, organisateur de la logistique de la « Solution Finale » (procès très médiatisé, analysé notamment par Hannah Arendt dans son livre *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*, 1963 en anglais — 1966 en français). Une mémoire juive militante s'affirme peu à peu dans le monde, notamment en France dans les années 1970 où est revendiqué pour la première fois un droit à la différence mémorielle fondé sur le génocide (Serge Klarsfeld).
- **développement du négationnisme** : dans les années 1970, la relecture de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et le développement de la suspicion favorisent la déconstruction, le dénigrement et les tendances négationnistes. En 1978 l'exilé Louis Darquier de Pellepoix, ancien Commissaire général aux Questions juives de Pétain, avance dans *L'Express* « *Je vais vous dire, moi, ce qui s'est exactement passé à Auschwitz. On a gazé. Oui, c'est vrai. Mais on a gazé les poux* ». Cette thèse négationniste est relayée notamment par Robert Faurisson, maître de conférences en littérature à l'université Lyon II. En réponse les historiens comme Pierre Vidal-Naquet expliquent que ces négationnistes sont des « assassins de la mémoire » (1981).
- **un public sensibilisé** : le téléfilm américain *Holocaust* (ce terme désigne un sacrifice par immolation dans l'Antiquité grecque) diffusé en 1979 et le film documentaire français *Shoah* de Claude Lanzmann (1985) sensibilisent le public français au sort des juifs. Ils proposent une lecture morale qui abolit la distance entre mémoire et histoire.